

France/Politique

# Micmac autour d'une démission du ministre de l'Intérieur

AFP  
Paris/France

*Fragilisé depuis l'annonce de son intention de briguer de nouveau la mairie de Lyon, Gérard Collomb a remis sa démission au président Macron qui l'a refusée. Mais il affirme la maintenir.*

**PARTIRA**, partira pas ? La démission du ministre de l'Intérieur Gérard Collomb, refusée par le président Emmanuel Macron, brouille la rentrée politique en France, perçue comme une "opération de communication" pour les uns, une "farce" pour les autres. Gérard Collomb, 71 ans, a affirmé hier "maintenir" sa proposition de démission, 24 heures après que le président Emmanuel Macron a refusé une première fois de voir le ministre de l'Intérieur quitter son poste pour se consacrer en 2019 à sa candidature à la mairie de Lyon (centre-est), la deuxième métropole de France. "Compte tenu des rumeurs et des pressions qu'il peut y avoir, je ne veux pas que le fait que je sois candidat quelque part demain puisse troubler la marche du mi-

nistère de l'Intérieur", a justifié M. Collomb, dans un entretien au quotidien le Figaro. "Il faut une clarté vis-à-vis de nos concitoyens et une clarté vis-à-vis des Lyonnais, donc je maintiens ma proposition de démission", a-t-il ajouté. Face à cette récurrence, Emmanuel Macron et le Premier ministre Edouard Philippe ont annoncé hier qu'ils allaient trancher sur le sort de Gérard Collomb. Emmanuel Macron "attend désormais les propositions du Premier ministre", a annoncé la présidence, alors que son entourage regrette que le ministre se soit mis en situation "de devoir démissionner". Le Premier ministre a, lui, annoncé aux députés qu'il proposerait au président français "les décisions qui s'imposent" à propos du ministre de l'Intérieur. "J'exercerai la totalité des attributions constitutionnelles qui me sont dévolues. Je dirige l'action du gouvernement et j'aurai l'occasion de proposer au président les décisions qui s'imposent", a annoncé Edouard Philippe, interpellé par un député lors des questions au gouvernement. Constitutionnellement, le président de la République nomme et met fin aux fonc-



Photo : AFP

Le refus opposé par le président Emmanuel Macron ne semble pas lui avoir fait changer d'avis. Gérard Collomb (à droite) affirme maintenir sa démission.

tions des ministres sur proposition du Premier ministre. "CIRQUE PINDER" • "Cet épisode est assez inédit et c'est assez difficilement lisible", constate auprès de l'AFP le politologue Pascal Perrineau, professeur à Sciences-Po Paris. "Si on se dit que c'est entièrement monté, on ne voit pas l'intérêt du montage. Si c'est pas un montage, ça fait désordre", fait-il valoir. "Ça va durer longtemps ce sketch ?", s'est interrogée sur Twitter la patronne de l'extrême droite, Marine Le Pen, fustigeant une direction "Cirque Pinder", du nom d'un célèbre cirque français. "M. Collomb a le droit à la retraite, qu'il quitte ce ministère, qu'il aille s'occuper

de ses petits-enfants, des pâquerettes", a lancé de son côté l'ex eurodéputé écologiste Daniel Cohn-Bendit. Pour l'opposition, l'épisode fragilise un ministère stratégique : "c'est une farce", a déploré le député de droite Julien Aubert, tandis que Jean Léonetti, une autre personnalité de droite, raillait "une opération de communication". Le "problème Collomb", tel que le nomme aujourd'hui un membre du gouvernement, traduit l'évolution d'un homme, autrefois très proche d'Emmanuel Macron, mais qui se montre désormais critique à l'endroit du chef de l'État. Début septembre, le ministre de l'Intérieur pointait ainsi "le manque d'humilité

de l'exécutif". Quinze jours plus tard, Gérard Collomb avait à nouveau détonné en annonçant son départ du gouvernement l'an prochain pour se présenter aux élections municipales à Lyon (centre-est) en 2020, prenant de court le chef d'État. Il a aussi été éclaboussé par l'affaire Benalla, du nom de cet ancien collaborateur d'Emmanuel Macron inculpé pour avoir violenté des manifestants alors qu'il accompagnait les forces de l'ordre, provoquant une tempête médiatique et une crise politique importante cet été. Depuis, de nombreuses voix s'étaient élevées pour réclamer sa démission immédiate, pour éviter de déstabiliser l'action de son ministère, alors que la France a été victime d'une vague d'attentats jihadistes qui a fait 246 morts depuis 2015. Lundi, Gérard Collomb avait donc présenté sa démission à Emmanuel Macron... qui l'a refusée. "Le président de la République lui a renouvelé sa confiance et lui a demandé de rester pleinement mobilisé sur sa mission pour la sécurité des Français", a indiqué lundi soir la présidence à l'AFP.

L'Afrique en bref

**Ethiopie/Violences. Au moins 44 tués dans des affrontements interethniques**

Au moins 44 personnes ont été tuées au cours du week-end dans l'ouest de l'Éthiopie dans des violences entre communautés, a rapporté hier un média proche du pouvoir.

• **Ghana/Diplomatie. Melania Trump à Accra**



Photo : AFP

Souriante et détendue, la Première dame des États-Unis Melania Trump est arrivée hier au Ghana où elle a entamé sa première tournée en Afrique, un voyage qui est l'occasion pour cette femme discrète de se faire une place sur la scène internationale.

• **RDCongo/Rébellion. Quatre miliciens tués dans l'est**

Quatre miliciens mai-mai ont été tués hier dans une attaque contre une position de l'armée et quatre cadavres de personnes enlevées ont été découverts dans la région de Beni dans l'est de la République démocratique du Congo, a appris l'AFP de sources concordantes.

Nigeria/Jour de l'indépendance

## " Le Gabon est notre seconde maison "

LLIM  
Libreville/Gabon

*C'est ce qu'a laissé entendre le représentant diplomatique de la République fédérale du Nigeria au Gabon, Udo-Inyang Joseph Inyang, lundi dernier, lors de la célébration du 58e anniversaire de l'indépendance de ce pays "frère et ami" du Gabon.*

**C'EST** dans une chaude ambiance culturelle faite de couleurs et de sons que la communauté nigériane résidant au Gabon s'est donnée rendez-vous, le 1er octobre dernier, au stade de Nzeng-Ayong. Autour de leur ambassadeur au Gabon Udo-Inyang Joseph Inyang, elle a célébré, en présence du corps diplomatique, des responsables du ministère des Affaires étrangères, des personnalités diverses et de quelques représentants des communautés étrangères amies (Gabon, Togo, Mali, etc.), le 58e anniversaire de l'accession de leur pays à la souveraineté in-



Photo : LLIM

Udo-Inyang Joseph, ambassadeur du Nigeria au Gabon.



Photo : LLIM

Une prestation culturelle lors du 58e anniversaire de l'indépendance du Nigeria.

ternationale. Au programme, des consultations médicales gratuites par une clinique partenaire de l'événement, des prestations de groupes socioculturels, une présentation des mets traditionnels notamment l'aubergine et la Kolas, très prisées par les peuples Haoussa, Ibo, Yoruba et un défilé d'élèves nigériens accompagnés par une fanfare. A cette circonstance, le diplomate nigérian, Udo-Inyang Joseph Inyang, est longuement revenu sur les relations de coopération bilatérale entre le



Photo : LLIM

Les élèves nigériens du Gabon ont pleinement participé à la fête en défilant.

Gabon et la République fédérale du Nigeria qui, selon lui, sont au beau

fixe. "Ces relations qui concernent plusieurs domaines existent depuis

longtemps. Nous sommes partenaires de plusieurs associations au Gabon, a-t-il dit. Ajoutant : "Et nous avons un but commun, celui de la lutte contre les changements climatiques. Nous sommes également partenaires dans les relations entre pays du Golfe de Guinée, qui luttent contre les pirateries maritimes. Nous croyons en la prospérité et luttons pour la paix dans le monde", a expliqué, M. Udo-Inyang Joseph Inyang. "Au Gabon nous nous sentons comme chez nous. C'est notre seconde maison", a-t-il conclu.

A travers le monde

• **Afghanistan/Attentat. Au moins 13 morts lors d'une réunion électorale dans l'est**

Au moins treize personnes ont été tuées et plus de 40 blessées hier dans un attentat-suicide visant un meeting électoral dans l'est de l'Afghanistan, jetant une ombre sur la campagne qui s'ouvre en vue des législatives du 20 octobre.

• **France-Iran/Attentat. Paris accuse Téhéran**

Les autorités françaises ont accusé hier le ministère du Renseignement iranien d'avoir fomenté un projet d'attentat fin juin près de Paris, ce que Téhéran dément, et lancé une offensive contre des intérêts iraniens ou chiites en France.

• **Indonésie/Seisme. Le bilan monte à plus de 1 200 morts**

Le bilan du violent séisme suivi d'un tsunami en Indonésie a été revu à la hausse hier, avec au moins 1 234 morts aux Célèbes, où la police s'efforce de mettre fin aux pillages.